

Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

L'affaire Sixte et le rôle de l'Italie

Paolo Pasqualucci , le dimanche 7 février 2010

Dans le numéro 103 de *Catholica* est paru un article intéressant sur l'offre de paix séparée faite par Charles Ier d'Autriche à l'Entente au cours du printemps 1917 (Bernard Charpentier, « L'affaire Sixte. L'offre de paix séparée de Charles Ier d'Autriche », pp. 78-88). La proposition, effectuée à l'insu de l'allié allemand par l'intermédiaire du prince Sixte de Bourbon, beau-frère de l'empereur et officier de l'armée belge, ne réussit pas, comme on le sait. Cet échec peut être expliqué par une série de motifs. Parmi ceux-ci, le plus important réside probablement dans le fait que l'Autriche-Hongrie n'était objectivement pas en situation d'imposer une politique propre, indépendamment de l'Allemagne, ou, plus encore, contre les intérêts de cette dernière, du moins tels qu'ils étaient perçus par les Allemands de l'époque.

Quelles sont les raisons de la proposition de paix ? M. Charpentier semble suggérer que l'Empereur a été conduit uniquement par des exigences de politique interne puisque la situation militaire était en situation d'équilibre. « Si l'équilibre militaire perdure entre les belligérants – l'Autriche-Hongrie ayant battu à plusieurs reprises l'Italie sur l'Isonzo –, la situation de l'arrière devient difficile tant dans la Monarchie que dans le Reich » (p. 81). La situation interne de la double monarchie commençait à devenir précaire du point de vue agro-alimentaire et industriel tandis que les processus de désagrégation mûrissaient peu à peu. Mais « l'équilibre militaire », lui aussi, était précaire, puisque l'engagement lourd sur le front italien absorbait une grande partie des énergies dans le cadre d'une guerre d'usure particulièrement dure, dont on ne voyait nulle raison d'espérer qu'elle se termine. L'expression utilisée par l'auteur (« ayant battu à plusieurs reprises l'Italie ») ne doit pas induire en erreur. Il s'était toujours agi de victoires défensives, dans le cadre de la grande offensive impériale manquée de 1916 sur le haut plateau d'Asiago (Strafexpedition) – visant à prendre à revers et à détruire la totalité des lignes italiennes en une bataille décisive – et de la victoire italienne que représenta, en août de cette même année, la conquête de Gorizia, objectif stratégique d'importance, tête de pont sur l'Isonzo.

Les « victoires » ont donc essentiellement consisté à résister victorieusement, avec des pertes assez limitées de positions, aux nombreuses offensives italiennes, qui furent au nombre de onze sur l'Isonzo.

Peu de temps après la conclusion des négociations infructueuses liées à la proposition de paix séparée eut lieu la onzième offensive italienne sur l'Isonzo (août-septembre 1917), destinée à conquérir la majeure partie du haut plateau karstique de la Bainsizza et de Monte Santo, objectifs importants même si limités, obtenus au prix de graves pertes.

Mais l'armée austro-hongroise avait été sur le point de céder. Charles Ier avait alors dû s'adresser à

l'empereur allemand, Guillaume II, et lui demander son aide, ce par une lettre du 26 août 1917. Il me semble utile de rapporter les propos contenus dans cette lettre parce qu'ils montrent très concrètement quelle était la personnalité de Charles en tant qu'homme d'Etat, au-delà du portrait convenu qui en a été donné à partir de sa béatification. Cette lettre nous le montre en plein exercice de ce qu'il considérait comme son devoir suprême de chef militaire et civil de ses peuples, qui ne se dérobait pas face à la perspective de combattre (lors de la Strafexpedition, il avait commandé un corps d'armée) et qui avait même la volonté déterminée d'infliger un coup décisif à ce qu'il considérait comme l'ennemi par antonomase de son Empire et envers lequel il ne cachait pas sa profonde aversion.

« Cher ami, écrivait-il, les expériences que nous avons mûries à l'occasion des onze batailles de l'Isonzo ont fait grandir en moi la conviction que, dans le cas d'une éventuelle douzième offensive, nous nous trouverions dans une difficulté terrible [...] Pour cette raison, je vous demande, cher ami, de bien vouloir convaincre vos généraux afin qu'ils prennent les divisions austro-hongroises du front oriental [pour les transférer sur celui de l'Isonzo] et les remplacent par des troupes allemandes. Vous comprendrez certainement pour quelle raison je tiens beaucoup à n'avoir à diriger que mes troupes dans l'offensive contre l'Italie. Toute mon armée appelle la guerre contre l'Italie "notre guerre". Dans le cœur de tout officier, dès le plus jeune âge, a été instillé par le père l'émotion, le désir de combattre contre notre ennemi traditionnel. Si les troupes allemandes devaient opérer sur le front italien, ceci aurait un effet négatif sur leur enthousiasme ».

Guillaume II lui répondit avec une extrême faveur (toute l'Allemagne, disait-il, se réjouit à l'idée de « donner un coup dur aux Italiens parjures » avec l'allié autrichien) mais les généraux allemands voulaient à l'inverse envoyer des troupes allemandes et préparer eux-mêmes les opérations. Arrivèrent ainsi sur le front de l'Isonzo les sept divisions qui, avec les troupes austro-hongroises, réussirent la percée de Caporetto (douzième bataille de l'Isonzo) avant tout grâce à la nouvelle et intelligente tactique mise au point par les Allemands eux-mêmes, celle de l'infiltration, au lieu des attaques frontales particulièrement sanglantes employées jusqu'alors par tous.

Nous, les Italiens, nous étions donc pour Charles et ses peuples « l'ennemi héréditaire » et « séculaire », et même « maléfique », comme il l'écrivit dans une lettre ultérieure, dans laquelle il remerciait Guillaume II pour sa proposition d'aide, rapidement acceptée. Cette aversion pluriséculaire était naturellement réciproque, étant donné que pour nous aussi l'Autriche était « l'ennemi séculaire », cette puissance qui, avant tout, avait participé activement aux guerres d'Italie (les malheureuses invasions qui avaient livré pour plusieurs siècles presque toute l'Italie à la domination étrangère), cherchant par tous les moyens, sans y parvenir, à conquérir la République de Venise, et s'opposant de manière systématique et résolue, souvent avec succès, à notre unification nationale. C'était l'Autriche seule, avec laquelle l'Allemagne nous avait imposé une cohabitation forcée au sein de la Triple Alliance, qui nous barrait la route nous conduisant vers nos frontières naturelles situées sur l'arc alpin centro-oriental. Pour nous aussi cette guerre contre l'Autriche était « notre guerre ». Et, dans les faits, nous n'avons déclaré la guerre à l'Allemagne qu'en août 1916, plus d'un an après la déclaration de guerre à l'Autriche, retard qui nous avait inévitablement montré sous un jour défavorable à nos alliés .

L'offre de paix séparée ne prévoyait pas l'Italie. L'offre prévoyait, dans ses aspects principaux, l'évacuation de la Belgique occupée, la restitution à la France de l'Alsace-Lorraine, encore solidement tenue par les Allemands, avec des compensations envers l'Allemagne à la charge de l'Autriche (la Galicie, une partie de la Pologne élevée au rang de royaume sous tutelle allemande), le maintien de la double monarchie à côté d'un royaume des Slaves du Sud sous sa tutelle. L'offre, évidemment appréciée de la France et de l'Angleterre qui, à l'époque, comme l'Italie, n'étaient pas

encore pour la dissolution de la monarchie austro-hongroise, ne prévoyait toutefois rien pour l'Italie (« Rien n'est dit de l'Italie, Charles souhaitant la médiation de la France et de l'Angleterre », op. cit., p. 81). L'opinion de l'Empereur vis-à-vis de l'Italie étant celle que l'on a décrite plus haut, on comprend que, pour lui, l'Italie ait été un ennemi auquel il ne fallait à tout prix ne rien concéder. Mais la « médiation » de la France et de l'Angleterre ? Pourquoi était-elle invoquée ? Pour obtenir l'adhésion de l'Italie à une paix humiliante pour elle, étant donné que rien ne devait lui être concédé après deux ans de batailles sanglantes par lesquelles l'ennemi avait été contenu. L'armée austro-hongroise, qui disposait de moyens supérieurs aux nôtres, n'était pas à la hauteur de l'armée allemande. Cependant, elle disposait de grandes et excellentes unités qui, si elles avaient été engagées de manière opportune sur le front occidental, auraient pu contribuer à assurer la victoire aux Allemands.

Le fait que la proposition initiale de l'Empereur ne mentionnait en aucune façon l'Italie mais s'en remettait à la médiation alliée permet d'en arriver à la conclusion suivante : Charles Ier voulait faire la paix uniquement avec la France, l'Angleterre et la Russie, qui se seraient ensuite employées à la faire accepter par l'Italie, d'une manière comparable à ce qui s'était produit en 1859 quand son grand-père l'empereur François-Joseph signa la paix avec le seul Napoléon III, qui la fit ensuite accepter par le Piémont (par le royaume de Sardaigne), en lui donnant la Lombardie, cédée par l'Autriche (échange lors duquel, conformément aux accords passés avec les Piémontais, la France obtint la stabilisation définitive de sa frontière alpine avec l'acquisition de la Savoie et de Nice). Mais, en 1917, l'Italie n'aurait absolument rien obtenu – pas même le Trentin de langue italienne – dans l'optique de la proposition de paix autrichienne, à l'exception, peut-être, de ce qu'elle avait réussi à conquérir par les armes de 1915 à 1917, autrement dit les petites villes de Gozzio, Gradisca, Aquilée, etc. avec leur territoire limité à l'embouchure de l'Isonzo et sur le Carso.

L'exclusion de toute concession, même minime, vis-à-vis de l'Italie, a toujours été considérée comme l'une des raisons essentielles pour lesquelles l'offre, aussi positive et intéressante fût-elle, ne put être acceptée par la France et l'Angleterre. Le président du Conseil Ribot le fait loyalement comprendre dans son discours à la Chambre, le 12 octobre 1917 : la France ne pouvait pas accepter une offre « qui laissait volontairement de côté l'Italie » (p. 86). De la part de l'Autriche, il semblait y avoir une véritable et propre hostilité fondée sur des préjugés à l'égard de l'Italie, dont les aspirations n'étaient pas jugées dignes d'une quelconque considération.

Informé par les Français, Sidney Sonnino, ministre italien des Affaires étrangères, refusa de prendre en considération une quelconque proposition de paix qui ne reconnaîtrait pas à l'Italie – alors que la France, l'Angleterre et la Russie s'y étaient engagées en cas de victoire – Trente (y compris la frontière stratégique du Brenner telle que fixée dans le Royaume italique de 1810, institué par Napoléon Ier, incluant donc le « Tyrol cisalpin » ou Tyrol du Sud, presque complètement allemand), Trieste (à large majorité italienne), la Dalmatie du Nord avec Zara (ville italienne) et quelques îles dalmates isolées. Le gouvernement italien maintint toujours cette claire position de refus.

Les Italiens sont accusés de double jeu. Mais l'auteur de l'article introduit le thème d'un « double jeu » italien, qui se serait manifesté au cours des discussions et qui aurait créé une certaine confusion à leur égard, contribuant ainsi à leur échec. Ce double jeu aurait consisté à s'accrocher, d'un côté, avec Sonnino, aux concessions obtenues dans le cadre du Traité de Londres en 1915 et, de l'autre, à offrir une paix en cachette à l'Autriche en échange de Trente et Aquilée. Voici le passage de M. Charpentier : « Or, il apparaît que, vers le 12 avril [1917], le roi d'Italie et le parti de Giolitti, opposé à celui de Sonnino, avaient fait des ouvertures à l'Autriche via les légations allemande puis autrichienne à Berne, en demandant la cession du seul Trentin de langue italienne

et de la ville d'Aquilée. Charles n'a pas donné suite à cette offre de négociation pour, estime-t-il, ne pas faire double emploi avec la médiation de Sixte. Il veut en avoir le cœur net et prie son beau-frère de venir de nouveau le trouver pour éclaircir le double jeu italien. » (p. 83) Le supposé « double jeu » italien est évoqué à nouveau à la page 84 de l'article. A l'occasion d'une troisième rencontre des négociateurs français avec le prince Sixte, Ribot, évidemment informé par ce dernier, « se déclare surpris du double jeu italien et exige de parler ouvertement aux Italiens sinon il menace de tout rompre. »

Un double jeu qui n'a jamais eu lieu. A lire l'article, on a l'impression que l'offre de paix autrichienne a échoué pour une part importante du fait aussi de l'opposition des Italiens se livrant à un « double jeu » et taxés implicitement de mauvaise foi. Toujours selon l'article, la source de cette accusation de « double jeu » semble résider dans les mémoires du prince Sixte, publiés en 1920. Mais comment les choses se sont-elles vraiment déroulées ? A mon avis, il est possible de procéder à une reconstruction plus détaillée qui sera en mesure de démontrer le caractère faux de ces accusations. Il s'agit d'événements lointains mais qui ont eu un certain poids sur l'histoire de l'Europe contemporaine. En outre, la béatification de Charles Ier d'Autriche leur redonne une actualité, en particulier en relation avec les polémiques qui sont apparues (y compris après la béatification) à propos de l'action de gouvernement, politique et militaire, de l'Empereur.

Une reconstruction consciencieuse des vicissitudes des supposées propositions de paix italiennes du printemps 1917 est présente dans l'article de l'historien Leo Valiani (Woiczen), juif de Fiume d'origine bosniaque du côté de sa mère mais italien de sentiments, représentant fameux de l'antifascisme, auteur en son temps d'un livre apprécié sur la « dissolution de l'Autriche-Hongrie ».

« Dans la seconde lettre qu'il avait donnée (9 mai 1917) à son beau-frère, l'Empereur, pour justifier le refus qu'il opposait aux revendications italiennes, qui lui avaient été rapportées par Sixte après sa première mission, fit allusion à une proposition de paix, contre la cession du seul Trentin, que des émissaires italiens lui auraient transmise. De cette prétendue proposition italienne, le comte Czernin, ministre des Affaires étrangères, parla lui-même le 13 mai [1917] – en disant l'avoir refusée – au chancelier du Reich, Bethmann-Hollweg ». En note de pied de page, Valiani précise : « L'historien allemand Richard Fester, dans une œuvre de 1939, affirme avoir trouvé dans les archives du ministère allemand des Affaires étrangères des documents desquels il résulterait qu'une proposition italienne de paix séparée fut faite, en février-mars 1917, à la légation allemande en Suisse et que, informé par celle-ci, et même si ne partageant pas la conviction de son ministre à Berne sur le caractère sérieux de la chose, Bethmann-Hollweg, tant directement que par le biais de son ambassadeur à Vienne, en mit Czernin au courant ».

« Au Haus-, Hof- und Staatsarchiv de Vienne, nous avons réussi, poursuit Valiani, à trouver des traces de cette affaire. Par le télégramme n. 56 du 2 avril 1917, Czernin informa son représentant auprès du Haut Commandement austro-hongrois que l'Italie avait fait une offre de paix séparée en échange de la cession du Trentin. Celle-ci a été rejetée. » [On notera qu'il n'est pas fait mention de la cité d'Aquilée] Czernin prévoyait par conséquent une offensive prochaine de l'armée italienne. Il existe également dans les archives mentionnées ci-dessus un fascicule intitulé Friedensverhandlungen [Initiatives de paix – Pol. Arch. – Krieg 25 – s. t.] dans lequel il est fait référence à plusieurs propositions de la part de l'Italie, mais la date et les caractéristiques ne coïncident en aucun cas avec les affirmations de Charles Ier et de Czernin. Un télégramme du 28 janvier 1917 de l'ambassadeur autrichien à Madrid dit que celui-ci a appris de son collègue allemand que l'ambassadeur italien aurait demandé au gouvernement espagnol s'il était disposé à servir de médiateur entre l'Italie et les empires centraux. Il ne semble pas, au vu de ces documents, que la chose ait eu une quelconque consistance ou qu'elle ait eu des suites. On donne ensuite des

nouvelles d'une démarche de quelques agents du Commandement suprême italien auprès de l'attaché militaire austro-hongrois à Berne, mais uniquement après Caporetto, et précisément dans la première partie du mois de décembre 1917. Czernin, qui en fut informé par le Haut Commandement austro-hongrois, répondit que la proposition italienne n'était pas rejetée par principe mais qu'il fallait vérifier à titre préliminaire si l'initiative émanait vraiment de l'Italie et non de médiateurs non autorisés, comme cela s'était déjà produit par le passé » .

Mais, à qui pouvait être attribuée l'initiative du printemps 1917 ? Qui étaient ces « médiateurs non autorisés » ? Le suspect était Giolitti, encore influent mais en rupture avec le gouvernement. Valiani précise plus loin, dans une autre note de bas de page : « Le 28 mai 1917, le représentant de Czernin auprès du Haut-Commandement austro-hongrois informa à son tour Czernin du fait que, vers le milieu du mois [de mai], le prince Bülow, ex-chancelier allemand connu pour ses précédents contacts avec les milieux politiques italiens, aurait rencontré à Lucerne des personnalités italiennes. De cet échange (dont nous ne savons pas s'il a un plus grand fondement que les autres, dont on a constaté l'inconsistance) doit avoir eu également vent Filippo Turati [un des chefs du socialisme italien], qui [...] croyait, dans la première moitié de l'année 1917, à la probabilité de démarches en vue d'une paix à l'initiative de Giolitti » .

Giolitti, représentant prestigieux du parti libéral et neutraliste convaincu, se maintenait dans l'opposition et était en contact avec la galaxie anti-interventionniste et neutraliste, représentée en Italie par un bloc transversal comprenant catholiques, socialistes et libéraux. Les quelques propositions de paix, totalement autonomes, maladroitement et privées de fondement qui semblent avoir été faites à cette époque sont attribuables à cette galaxie, qui n'avait rien à voir avec la position officielle du gouvernement italien. A l'égard de Giolitti, on ne dépassa pas le stade des soupçons. Il n'est en aucune manière prouvé que le roi d'Italie ait été impliqué dans de semblables initiatives. Si telle était la conviction de Charles Ier et du prince Sixte, il faut alors dire, à la lumière de nos connaissances, qu'ils se sont laissés tromper par de fausses impressions.

Le caractère faiblement vraisemblable des « propositions de paix » anonymes italiennes mentionnées ci-dessus semble également confirmé par la référence bizarre qui est faite à la cité d'Aquilée, ville à obtenir de l'Autriche. Or, à l'époque, l'armée italienne occupait Aquilée (située non loin de l'embouchure de l'Isonzo) depuis presque deux ans ! Nous demandions donc aux Autrichiens, en échange de la paix, de nous donner une localité qui était déjà en notre possession ! Mais qui pouvait faire part à notre ennemi de propositions aussi farfelues ? Ou bien peut-être le prince Sixte, dans ses mémoires, a-t-il confondu le nom de quelque ville du Trentin avec celui de la lointaine Aquilée.

Tout ceci étant posé, en absence de nouveaux documents qui permettraient de voir les choses sous un éclairage différent, il me semble avoir démontré que l'accusation de « double jeu » adressée par les responsables autrichiens au gouvernement italien de l'époque (et reprise par M. Charpentier dans son article) est totalement infondée. Elle n'est que le fruit des passions enflammées du moment.

Le préjugé anti-italien partagé par les hauts dirigeants autrichiens fit-il échouer les négociations de paix en 1918 ? L'article de M. Charpentier se limite à l'échec de la proposition de paix de 1917. Mais, en 1918, il y eut, comme cela est connu, de nouvelles et importantes négociations, impliquant cette fois les Américains, négociations qui auraient pu conduire à une sortie différente de la guerre, au prix, naturellement, de concessions de la part de l'Autriche. Elles entrèrent dans le vif du sujet après la proclamation des quatorze points de Wilson au début de l'année 1918.

Voici comment Valiani rapporte ce nouvel échec. Suite aux conversations entre le juriste autrichien

pacifiste Lammasch et le pasteur Herron, émissaire extrêmement actif de Wilson, que le président Wilson avait autorisé à aller, si nécessaire, incognito à Vienne pour discuter sur place – si l'Empereur se décidait à la mettre en œuvre – de la transformation fédérale de l'Autriche-Hongrie en faveur des nationalités slaves, Charles Ier fut toutefois à l'origine d'un nouvel échange. A peine entendu le rapport de Lammasch, le souverain Habsbourg envoya au Roi d'Espagne, pour qu'il le transmette à Wilson, un message télégraphique par lequel il se déclarait d'accord avec les principes de paix inscrits dans le discours présidentiel du 11 février [qui intégrait les quatorze points, énoncés le 8 janvier précédent]. Le message faisait cependant comprendre que l'Autriche-Hongrie continuait à exiger le respect du statu quo territorial de l'avant-guerre, à l'encontre des exigences italiennes, qu'elle considérait comme contraires aux droits des Slaves fidèles à l'Empire. Le ministre des Affaires étrangères anglais, Balfour, interpellé par l'un des conseillers de Wilson, le colonel House, fit remarquer que le gouvernement de Vienne cherchait à rejeter a priori les revendications italiennes et à décourager dans le même temps les populations slaves qui regardaient déjà vers l'Entente. Répondant le 5 mars à Charles Ier, le président américain lui demanda des propositions concrètes pour "la satisfaction des aspirations nationales slaves" et l'indication spécifique des concessions que l'Autriche-Hongrie serait disposée à faire à l'Italie.

Dans une réponse rédigée par Charles Ier, ce dernier ne put cacher le fait qu'il n'avait pas l'intention de concéder des territoires à l'Italie, que les Autrichiens considéraient évidemment, depuis Caporetto, comme incapable d'une reprise d'un conflit armé. Ainsi échouèrent les négociations.

Herron lui-même [soutien convaincu des ouvertures de Wilson] était persuadé que la thèse de ces Italiens, Tchèques, Yougoslaves (et, indépendamment de ceux-ci, des révolutionnaires hongrois) qui misaient sur le soulèvement des peuples soumis à l'Autriche-Hongrie avait l'avenir pour elle »

Ainsi disparut le projet américain d'une paix séparée avec la double monarchie. Ce projet avait été poursuivi longtemps et avec ténacité par Wilson, en union avec les milieux influents franco-britanniques qui lui étaient favorables. Cela est si vrai que, lorsqu'il entra dans la guerre au printemps de 1917, le président américain ne déclara pas la guerre à l'Autriche-Hongrie. Le véritable adversaire était l'Allemagne. La déclaration ne vint qu'en décembre 1917, du fait de l'insistance italienne, après notre défaite à Caporetto. Mais Wilson ne voulut jamais envoyer de troupes en Italie. Les Américains ne participèrent à la percée du front ennemi à Vittorio Veneto, à l'automne 1918, qu'avec un régiment.

Il existe une vulgate traditionaliste selon laquelle la Première Guerre mondiale aurait été le résultat d'un complot maçonnique visant à détruire la monarchie des Habsbourg, dernier Etat officiellement catholique. L'attitude philo-autrichienne de Wilson, politicien que la vulgate dont nous venons de parler considère comme le franc-maçon par excellence, semble démontrer le contraire. Les loges étaient largement représentées non seulement dans le gouvernement américain et ceux de l'Entente mais aussi dans le gouvernement austro-hongrois. N'oublions pas que la franc-maçonnerie se répandit initialement dans les possessions habsbourgeoises (y compris le grand-duché de Toscane) par les Habsbourg-Lorraine. Je crois pouvoir affirmer qu'une partie importante de la maçonnerie internationale était favorable à la préservation de la double monarchie, naturellement réformée sur un mode « démocratique » ou dans un sens fédéral et moyennant d'inévitables concessions territoriales, sur l'ampleur desquelles il aurait été possible de discuter.

Après la victoire de Caporetto à l'hiver 1918, Charles Ier se trouvait dans des conditions idéales pour obtenir une paix séparée qui aurait pu n'être pas trop défavorable, dans le sens où il pouvait réussir à sauver ce qui pouvait l'être. La situation interne de son Etat était toujours plus grave, du fait de l'effondrement la production agricole et industrielle, de l'augmentation des tendances

centrifuges, de l'impossibilité de fermer la « plaie purulente », comme on l'appelait alors, du front italien, qui continuait à maintenir engagée la quasi-totalité des armées austro-hongroises. La raison d'Etat mais aussi le bon sens imposaient d'arrêter au plus vite la partie, ou en tout cas de faire le maximum pour profiter de l'occasion qui était offerte. Mais l'Empereur ne réussit évidemment pas à vaincre son aversion à l'égard des Italiens, partagée depuis toujours par tout l'Empire, comme on l'a vu plus haut. Quoi qu'il en soit, il surestima le danger que les exigences italiennes auraient représenté pour la solidité de l'Empire vacillant.

Au lieu de chercher à obtenir une paix qui aurait été assez avantageuse pour eux puisque, en échange d'inévitables cessions à l'égard des Belges et des Français, elle leur aurait laissé les mains libres à l'Est après l'effondrement de la Russie, les Allemands acquirent la conviction qu'ils pourraient gagner la guerre en Occident par une dernière grande offensive, grâce à l'engagement des troupes libérées du front de l'Est du fait du retrait de la Russie de la guerre. Au printemps et à l'été de l'année 1918, malgré des succès initiaux notables, les offensives allemandes échouèrent. L'Allemagne commença à subir la contre-offensive alliée et à perdre la guerre. Pour les appuyer dans leur stratégie, les Allemands avaient demandé aux Austro-Hongrois une offensive sur le front italien. C'est ainsi que Charles Ier se laissa séduire par l'idée de conclure la guerre par une victoire décisive contre l'Italie, « l'ennemi séculaire » et détesté.

L'historien militaire autrichien Peter Fiala a dénoncé durement cette décision de l'Empereur, qui ne voulut pas écouter l'opinion de ces généraux qui lui déconseillaient l'offensive de la manière la plus expresse à cause des conditions d'épuisement dans lesquelles se trouvaient l'armée et le pays. La très grande victoire de Caporetto n'avait en fait pas éliminé l'armée italienne comme force combattante. Celle-ci, après avoir bloqué seule, lors de combats extrêmement durs, l'ennemi sur le Piave et dans la région du Grappa en novembre 1917 à la fin de la bataille de Caporetto, avant l'arrivée des contingents franco-britanniques, s'était progressivement relevée et renforcée. A côté de cinquante divisions italiennes se trouvaient trois divisions britanniques, deux françaises et une tchécoslovaque. Il y avait ensuite deux divisions italiennes qui combattaient en France, une en Macédoine, une en Albanie. En première ligne, les divisions italiennes et alliées étaient au nombre de quarante-quatre, contre quarante-neuf et demi du côté austro-hongrois. Mais les équipements aériens, l'artillerie, les munitions et les vivres étaient nettement supérieurs côté italien. La sagesse imposait de s'installer dans une position de stricte défensive et de chercher à obtenir rapidement la paix .

Charles Ier fit au contraire confiance aux mauvais conseils des plus optimistes. Ainsi, en juin 1918, l'offensive sur le Piave, après un succès initial prometteur, échoua totalement face à une résistance italienne tenace. A partir de ce moment-là, Charles Ier cherchait à obtenir des conditions acceptables de paix, en maintenant la plus intacte possible son armée, tandis que la désagrégation ethnique et sociale de la monarchie s'accroissait progressivement. Mais il était alors trop tard. Les alliés qui, après l'échec des négociations de l'hiver, souhaitaient à présent la dissolution de l'ennemi, sentant se rapprocher la victoire, étaient devenus sourds à toute demande. Et quand la situation matérielle de l'armée se fut encore davantage détériorée, les Italiens et leurs alliés passèrent à l'offensive, à une année de distance de Caporetto, enfonçant les lignes austro-hongroises affaiblies après une bataille qui dura quand même cinq jours, et qui conduisit à la dissolution de cette armée. Aussi Charles Ier dut-il accepter un armistice qui était, en réalité, une capitulation sans condition (4 novembre 1918).

Le dimanche 7 février 2010 à 20:44 . Classé dans [L'affaire Sixte \(1917-1918\)](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont

plus permis.